

Tout d'abord, nous avons pu confirmer une impression que nous avions eue à Genève quant à l'extrême importance de la charte miniature, dite Accord général. Quand nous nous sommes rendus à Torquay, il était généralement reconnu qu'il n'y aurait pas de charte. Pendant notre séjour à Torquay, (comme la plupart des membres le savent sans doute) d'éminents fonctionnaires du gouvernement des Etats-Unis ont déclaré publiquement qu'on ne donnerait pas suite au projet de charte. Cela signifiait tout simplement que l'Accord général conclu à Genève n'était plus seulement un document accessoire à la charte; il était devenu, de fait, le seul accord. Par conséquent, il nous fallait maintenant considérer l'Accord général comme la pierre angulaire de tout l'édifice tarifaire. Nous nous y attendions un peu, mais plusieurs autres ne l'avaient sans doute pas prévu. Il n'y aurait donc pas de charte et probablement pas d'organisme international du commerce. Le seul instrument qui régissait l'ensemble des annexes tarifaires était ce qu'on appelle l'Accord général.

Il n'y a eu qu'une seule défection à Torquay parmi les pays qui avaient négocié l'accord de Genève. Il s'agissait du Liban. Cela suffit à démontrer que les nations participant à l'entente n'ont guère changé d'idée. Le Liban a été le seul pays à déclarer qu'il ne voulait plus participer à l'Accord général.

A Torquay, nous avons pu proroger pour une autre période de trois ans les accords que nous avons réussi à négocier avec les divers pays à Genève. Je pense que le public oublie parfois ce point, mais c'était en somme le but principal de la réunion de Torquay; on cherchait à éviter que les accords conclus à Genève deviennent périmés. Il est facile de dire en une phrase que nous désirions proroger les accords; la plus grande réalisation de Torquay est certes le fait que 34 pays ont consenti à maintenir en vigueur pendant une nouvelle période fixe de trois ans les accords conclus à Genève.

Notre second but était d'étendre, si possible, la portée des accords que nous avons négociés à Genève avec dix ou douze des plus importantes nations commerciales du monde. Nous avons réussi à étendre la portée de nos ententes avec dix des parties contractantes. Du point de vue commercial, les plus importantes étaient, bien entendu, les Etats-Unis, la France, l'Italie, la Suède, la Norvège et le Danemark.

En outre, nous avons atteint notre troisième objectif, savoir la négociation de pactes ou d'ententes avec les pays qui désiraient participer à l'Accord général. Nous avons réussi dans chaque cas. Les six nations adhérentes deviendront membres lorsqu'on prendra le vote en temps opportun, à condition de recevoir l'approbation des deux tiers des membres actuels. Ces nations deviendront alors des parties contractantes dans toute l'acception du terme. En prévision de leur acquisition de ce statut, nous avons réussi à négocier des ententes avec les six pays qui désirent adhérer à l'Accord : l'Autriche, l'Allemagne, la Corée, le Pérou, les Philippines et la Turquie.

Notre dernier objectif était d'entamer des négociations au sujet de positions tarifaires existantes ou nouvelles, aux termes de l'article 28 de l'Accord. Nous y avons réussi. Etant donné que certains pays voulaient retirer des concessions faites au Canada à Genève, nous avons discuté ces retraits projetés avec les représentants de ces pays. Dans chaque cas, nous avons négocié de nouveau et accepté des compensations à l'égard de toute concession qui nous était retirée. M. Isbister pourra vous fournir plus de renseignements plus tard. Je me contente de répéter qu'en plus de proroger pour trois ans les accords de Genève, d'étendre la portée de nos ententes tarifaires existantes avec 10 pays, de réussir à conclure des accords avec les six nouvelles nations adhérentes, nous sommes sortis à peu près indemnes des nouvelles négociations relatives aux positions tarifaires aux termes de l'article 28.

M. MACDONNELL : Qui s'est occupé des négociations au nom de la Corée ?

Le TÉMOIN : Le chef de la délégation était l'ambassadeur de Corée à Londres; au cours des négociations, divers fonctionnaires de l'ambassade étaient présents.